

# LA RÉSILIENCE AU TEMPS DU COVID-19



**IAMANEH Schweiz | Suisse**

Gesundheit für Frauen und Kinder  
Santé pour femmes et enfants

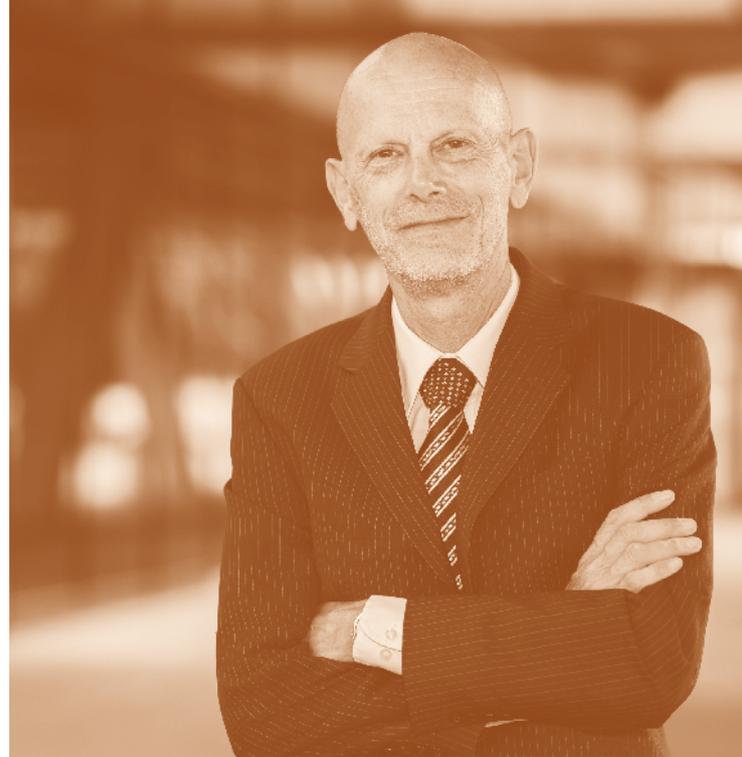
**INFO**

## Chères lectrices, chers lecteurs,

Les épidémies ont de graves conséquences partout dans le monde et ce sont toujours les groupes socialement plus faibles qui souffrent le plus à la fin. Jonathan Mann, premier responsable du programme SIDA de l'OMS, qui est mort tragiquement dans le crash du vol 111 de Swissair en 1998, était déjà arrivé à cette conclusion. Malheureusement, cette constatation s'applique également aux pandémies. Ce ne sont pas seulement les personnes socialement faibles, mais aussi les pays les plus pauvres qui paient le prix le plus élevé. L'actuelle pandémie de Covid-19 ne fera pas exception, même si dans ce cas les enfants et les jeunes ne présentent que rarement des symptômes graves dus au virus lui-même.

«De tels événements peuvent faire reculer la lutte contre la pauvreté de plusieurs décennies et anéantir une grande partie des progrès obtenus dans la coopération au développement.»

Mais les mesures prises pour lutter contre la pandémie, telles que le confinement extensif ou total, affectent tout leur environnement et les plongent souvent dans des conditions encore plus précaires en très peu de temps.



Le monde n'a malheureusement pas encore trouvé de stratégie adéquate pour offrir un équilibre acceptable entre les mesures de contrôle et les effets indirects indésirables de ces mesures. Pire encore, de tels événements peuvent faire reculer la lutte contre la pauvreté de plusieurs décennies et anéantir une grande partie des progrès obtenus dans la coopération au développement.



Dans de nombreux pays, le passage en «mode crise» renforce les systèmes autoritaires qui ne remettent pas, ou très peu, en cause les mesures drastiques et ignorent ou nient souvent la crise sanitaire.

Le Covid-19 a particulièrement touché le continent américain et la situation sur le continent africain est encore très incertaine. Il n'est en effet pas sûr que tous les cas y sont détectés et enregistrés. Les comparaisons entre pays sont en outre difficiles et peu utiles, car bien trop de facteurs peuvent influencer le cours d'une épidémie. On peut citer par exemple la densité et la taille de la population, les structures familiales, la mobilité, les aspects culturels, la situation immunitaire de la population ou de couches spécifiques de celle-ci, le système de santé, les influences environnementales ou le système politique, entre autres.

Il faudra plusieurs années avant d'avoir généré conjointement suffisamment de connaissances, pour pouvoir lancer à l'échelle internationale des projets d'aide nationaux à la fois coordonnés, complémentaires et spécifiques. Mais je suis convaincu que nous pouvons atteindre cet objectif.

Les nombreuses crises par lesquelles je suis passé m'ont appris que celles-ci passent toujours. Les problèmes peuvent durer longtemps, mais la crise se termine à un moment ou un autre. Elle se transforme en quelque chose qui peut être surmonté.

«Tout comme la Suisse qui a supporté son économie par de nombreux programmes de soutien, ces projets ont maintenant aussi besoin d'une aide d'urgence.»

C'est pourquoi il me semble d'autant plus important, surtout actuellement, de relancer et de renforcer les projets existants pour améliorer la qualité de vie dans les pays du Sud. Tout comme la Suisse qui a supporté son économie par de nombreux programmes de soutien, ces projets ont maintenant aussi besoin d'une aide d'urgence. Cela afin de permettre à la population de survivre plus facilement dans des contextes socialement plus pauvres et de continuer à construire un avenir plus prospère, étape après étape.

Cordialement,



Daniel Koch

# «UNE SOLUTION UNIFORME POUR TOUS NE FONCTIONNE PAS»

**dit Marcel Tanner, épidémiologiste, expert en santé publique et membre de la task force nationale Covid-19 avec qui IAMANEH Suisse s'est entretenu à propos du Covid-19.**

**L'Afrique est un grand mystère. On entend beaucoup de choses sur l'évolution épidémiologique du Covid-19 et sur l'existence éventuelle d'une première vague, d'une deuxième vague – voire d'une vague tout court. Quel est votre point de vue là-dessus, où en est l'Afrique aujourd'hui?**

**Marcel Tanner:** Nous avons quelques informations sur l'Afrique, mais certainement pas beaucoup. Nous savons que le coronavirus y circule, et cela à une vitesse élevée. Nous savons que la plupart des pays ne fournissent pas de chiffres fiables, à l'exception du Ghana, de l'Afrique du Sud ou du Kenya par exemple. Et nous savons également que le coronavirus qui a circulé en Chine est le même que celui qui circule en Europe et en Afrique, c'est là un point important. Il existe bien entendu des mutations, mais ce n'est pas comme si un autre virus était transmis en Afrique, basiquement c'est le même.

Rien ne prouve qu'il existe une souche de coronavirus circulant en Afrique qui provoque une évolution plus douce de la maladie.

Nous savons également que le taux de mortalité, c'est-à-dire le nombre de personnes qui tombent malades et la gravité de leur maladie, est très différent. Cela s'explique avant tout par le fait du jeune âge des personnes concernées. On le constate également chez nous en Europe centrale, les jeunes sont infectés et transmettent le virus, mais tombent moins gravement malades, avec souvent des symptômes moins sévères. Pour le reste, on en sait encore très peu.

**Qu'en est-il de l'immunité croisée? Les Africains sont-ils protégés contre le Covid-19 en raison d'un agent infectieux similaire qui circulait déjà auparavant?**

**Marcel Tanner:** L'immunité croisée avec d'autres coronavirus joue très probablement un rôle. Cette question n'a pas encore été suffisamment étudiée, elle doit être abordée plus en détail maintenant.

Nous constatons qu'il n'y a pas une bonne immunité contre le Covid-19 en Europe centrale. Nous trouvons des anticorps, mais plutôt peu d'anticorps neutralisants et protecteurs, chez les personnes qui n'ont pas été très malades et qui n'ont pas été hospitalisées. Ce que nous avons constaté jusqu'à présent chez toutes les personnes exposées, que ce soit en Suisse, aux États-Unis ou dans d'autres pays, c'est que la réponse immunitaire est relativement courte et ne conduit pas à une immunité à long terme. Cela va aussi un peu à l'encontre de la stratégie d'immunité collective par contamination. Mais en Afrique, nous sommes probablement dans une situation où l'exposition à d'autres coronavirus joue un rôle dans l'infection.

**Quelles sont les autres conséquences du Covid-19, en dehors de la maladie en soi?**

**Marcel Tanner:** Des pays comme le Kenya ou l'Afrique du Sud ont pris des mesures très restrictives pour lutter contre la propagation du virus. Les conséquences sont très sérieuses et doivent être observées, car ces mesures ont entraîné des dommages collatéraux plus importants que la maladie elle-même.



### De quelle manière?

**Marcel Tanner:** Voyez les régions pauvres où un grand nombre de personnes sont des travailleurs journaliers qui doivent soudainement rester à la maison. Ces mesures ont privé la population de ses moyens de subsistance, les gens sont poussés vers la pauvreté. Le premier phénomène qui se manifeste est la faim.

### Et que peut-on faire pour prévenir ces dommages collatéraux?

**Marcel Tanner:** L'expérience nous montre que les mesures doivent être adaptées de façon spécifique à la situation épidémique du pays et qu'il ne suffit pas simplement

de décréter un confinement. On l'oublie peut-être, mais cela est aussi essentiel chez nous en Europe centrale: il est plus facile de gérer le travail ou l'enseignement à domicile si l'on vit dans une maison ou dans un appartement plus grand, mais le concept n'est pas adapté à tout le monde. Cela conduit à des conflits, la société souffre. Ce n'est pas l'économie qui en pâtit en premier lieu, mais le tissu social, nous l'avons clairement constaté en Afrique.

### Vous faites référence à l'impact du Covid-19 sur la société. Qu'en est-il?

**Marcel Tanner:** La société c'est aussi la santé, c'est-à-dire la santé publique, et

celle-ci ne peut pas être envisagée sans considérer le contexte social et l'économie. Des analyses ont démontré qu'un lockdown rigide, comme en France, ne permettrait pas d'éviter la propagation du virus par rapport à un confinement moins strict, comme chez nous en Suisse. Des mesures extrêmes peuvent par contre entraîner de graves dommages collatéraux, comme une augmentation du stress, des violences domestiques ou des problèmes psychologiques. On note aussi que les gens se rendent moins dans les centres de santé par crainte d'une infection, que les soins prénataux sont négligés et que des grossesses à risque ne sont pas détectées, ce qui, dans le pire des cas, peut entraîner la mort de la mère et du bébé. Les gens meurent alors non pas du Covid-19, mais des conséquences découlant des mesures imposées.

### En vous basant sur votre expérience, pouvez-vous émettre un pronostic sur la façon dont les choses vont évoluer en Afrique?

**Marcel Tanner:** Le Covid-19 continuera de se propager, mais avec une mortalité plus faible que chez nous. Il est en tout cas crucial que les soins de santé soient maintenus dans les périphéries. C'est la seule façon de détecter un virus à un stade précoce, avant que les gens ne prennent le bus pour se rendre en ville parce que leur centre de santé est fermé, risquant ainsi de



contaminer d'autres personnes. Autre point central, la mise en place d'une surveillance efficace. Il s'agit du concept Surveillance and Response, qui est appliqué en Suisse. Un système de surveillance doit exister partout, en Afrique, dans les Balkans occidentaux et ailleurs! Il faut trouver des réponses adaptées à la situation locale, une solution uniforme et formatée pour tous ne fonctionne pas. Seules des mesures ciblées permettent de contrôler le taux d'infection sans trop endommager le tissu social.

**Notre autre région de projet, les Balkans occidentaux, n'est pas – à part les avertissements aux voyageurs et les listes de quarantaine – très présente dans le discours public concernant le Covid-19. Quelle est la situation là-bas?**

**Marcel Tanner:** Les pays dans lesquels IAMANEH Suisse est actif, en Albanie et en Bosnie-Herzégovine, connaissent de très nombreux cas et l'on ne sait souvent pas par quels mécanismes le virus se transmet. On peut supposer que l'incidence est comparable à celle existante en Europe centrale, ce qui pourrait conduire à une surcharge du système de santé dans certains domaines. Ce risque est plus marqué dans les pays dotés d'un système de santé défaillant, en Albanie par exemple. Voilà pour la situation globale. Le système Surveillance and Response n'est pas encore pleinement établi dans les Balkans occidentaux, ce qui a d'ailleurs aussi été le cas en Suisse, où nous avons été dépassés par le Covid-19.

**Vous avez déclaré dans une interview en août que dans le meilleur des cas, un vaccin pourrait être attendu dans un an...**

**Marcel Tanner [interrompt la question]:** ...si tout se passe pour le mieux, surtout en termes de tolérance! Mais disposer d'un vaccin testé et approuvé ne signifie pas qu'il est tout de suite produit et distribué en quantité suffisante. Les pronostics sur les vaccins ne sont exacts que si – comme je le souligne clairement – tout se

passer bien, c'est-à-dire s'il n'y a pas ou très peu d'effets secondaires lors des tests cliniques. Il peut toujours y avoir des retards dans la mise au point de vaccins, comme ce fut le cas récemment avec le développement du vaccin d'AstraZeneca, qui a été temporairement interrompu. Cela peut rapidement entraîner des retards d'un mois ou plus.

**Nous devons donc encore exercer notre patience?**

**Marcel Tanner:** Oui. Et lorsque l'on considère le monde dans sa globalité, il faut savoir que le vaccin sera d'abord administré aux groupes à risque et dans les zones à haut risque. On ne suit donc pas la liste alphabétique des pays dans le domaine de la vaccination. Ceci est lié au concept Surveillance and Response, dans lequel on applique des solutions sur mesure. Certaines régions auront accès au vaccin relativement tard, tandis que d'autres pays l'obtiendront plus tôt. Les choix seront basés sur une évaluation des risques. La clé de répartition n'est pas «premier arrivé, premier servi», c'est l'équilibre entre risques et bénéfices qui est déterminant.

---

L'interview de Marcel Tanner a été réalisé par Rebecca Widmer de IAMANEH Suisse en septembre 2020. Marcel Tanner fait partie du comité de soutien de IAMANEH Suisse.

# DES CARAVANES CONTRE LE COVID-19

**En ces temps de Covid-19, les jeunes hésitent à se rendre au centre de santé de Yeumbeul, dans la banlieue de Dakar. À période extraordinaire, mesures extraordinaires: notre organisation partenaire sénégalaise AcDev a fait face à la situation avec créativité et engagement.**

AcDev signifie Action et Développement, ce qui en dit déjà beaucoup sur son travail. L'organisation est active à Yeumbeul, une banlieue de Dakar en pleine expansion. Environ un million de personnes y vivent dans des conditions la plupart du temps précaires, souvent sans eau ni électricité et avec un accès insuffisant aux services publics tels que les centres de santé. AcDev, qui gère un centre de santé et deux centres de formation à Yeumbeul, est fortement engagé dans la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Pour prévenir l'augmentation des maladies sexuellement transmissibles et des grossesses chez les adolescentes, l'organisation propose des conseils et des suivis adaptés aux besoins des jeunes. Ceux-ci peuvent ainsi consulter un·e médecin ou une sage-femme au centre de santé, ou simplement utiliser le

cybercafé qui y est installé. Celui-ci sert de porte d'accès aux jeunes recherchant une assistance médicale de base. En effet, se rendre au centre de santé constitue une gêne pour les personnes qui ne souffrent pas d'une maladie visible. La sexualité avant le mariage est une réalité, ce qui ne l'empêche pas d'être aussi un tabou.

## **Campagnes d'information sur la lutte contre le Covid-19**

AcDev dispose de nombreuses années d'expérience dans la communication ciblée avec les jeunes, en particulier lorsqu'il s'agit de sujets délicats. Jusqu'à récemment, l'organisation ne savait pas à quel point cette expérience serait utile en temps de pandémie.

«Le gouvernement avait pris des mesures restrictives», explique Cheikh Tidiane, le directeur d'AcDev. Cependant, après la levée du confinement strict, ces mesures ne s'appliquaient que sur une base volontaire. Il était seulement recommandé de porter un protecteur buccal et nasal, de garder ses distances et de respecter les mesures

d'hygiène. Mais il manquait de masques, de produits désinfectants et – à Yeumbeul en particulier – d'accès à l'eau propre pour pouvoir se laver régulièrement les mains. En outre, le gouvernement s'appuyait principalement sur des informations rédigées en français, alors que le taux d'analphabétisme est de 44% et qu'il existe plus de 20 langues locales.

Cette situation n'était pas supportable aux yeux d'AcDev. L'ONG a donc réagi immédiatement et a intégré des campagnes d'information sur le Covid-19 dans ses activités en compagnie de jeunes très engagés. «Avec peu de moyens, nous avons financé des caravanes, ce qui nous a permis de toucher des populations défavorisées.»

Les volontaires, courageusement engagés dans la lutte contre la propagation du coronavirus, ont utilisé les caravanes et des annonces par mégaphone pour appeler les habitant·e·s du quartier, ainsi que leurs proches, à se protéger contre la maladie. De nombreuses affiches ont été placardées, avec des illustrations compréhensibles montrant comment se comporter pour contenir la propagation du virus.

## Augmentation de la violence

Le taux d'infections au Sénégal s'est maintenu à un niveau relativement bas jusqu'à présent, mais les mesures restrictives ont eu des effets dévastateurs.

Beaucoup de gens ont perdu leur source de revenus et les enfants et les adolescents ont passé leur temps dans la rue plutôt qu'à l'école. Les acquis de ces dernières années risquent d'être anéantis, de nombreuses personnes cessent de se rendre dans les centres de santé par crainte de contracter le Covid-19. Il en résulte une augmentation des grossesses non désirées et précoces, ainsi qu'une mortalité accrue chez les femmes enceintes et les nouveau-nés.

La violence à l'égard des femmes et des enfants a aussi crû durant le confinement. Cheikh Tidiane souligne l'importance de poursuivre le travail: «Il faut continuer et faire de la sensibilisation permanente en envoyant des équipes itinérantes et faire de la prévention dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive aux quartiers, c'est une condition impérative pour pérenniser nos progrès.»

## Se renforcer avec la crise

L'objectif principal d'AcDev est le renforcement de la population par l'aide à l'auto-assistance. Dans des situations telles que



Des caravanes d'AcDev à Yeumbeul

la crise actuelle du coronavirus, la réaction rapide et courageuse des organisations de la société civile peut être vitale pour la survie des personnes et pour leur permettre de se protéger contre les dangers directs, mais aussi contre les dommages collatéraux.

«Il nous a juste fallu nous montrer créatifs et flexibles pour nous adapter à des conditions extrêmes», souligne Cheikh Tidiane. Action et Développement a fait preuve de force dans la crise et a envoyé un signal aussi important que créatif, avec la mise en place d'actions adaptées au groupe cible.

Anne Barrat, Responsable Bureau Genève

## Action et Développement

**Fondation:** 1991

**Objectif:** Améliorer les conditions de vie des femmes, des enfants et des groupes de population pauvres par des activités dans le domaine de la nutrition, des soins de santé, des maladies sexuellement transmissibles/du sida, de la santé sexuelle et reproductive, de la violence contre les femmes et de la formation et de l'éducation des femmes défavorisées.

**Acquis:** Accès aux soins de santé et à la formation professionnelle pour les personnes en situation précaire dans trois centres de santé, deux centres de formation et deux maternités.

**Démarche:** AcDev œuvre dans plusieurs régions du Sénégal en s'appuyant sur une approche participative.

# «ELLES NOUS ONT DEMANDÉ DE LA NOURRITURE POUR SATISFAIRE LEURS MARIS»

**Le Shelter for abused Women and Girls, situé dans la capitale albanaise Tirana, a passé des mois difficiles. En discutant avec Edlira Haxhiymeri, directrice et fondatrice de la maison pour femmes, nous avons eu un aperçu impressionnant de l'évolution soudaine des besoins et des méthodes de travail du refuge.**

**L'Albanie a été frappée en novembre de l'année dernière par un grave tremblement de terre. Peu de temps après, c'est la crise du Covid-19 qui a secoué le pays. Des mesures strictes ont été imposées, comment avez-vous fait face à cette situation?**

**Edlira:** Nous nous sommes retrouvés dans une situation à laquelle nous n'étions pas du tout préparés, le défi a été énorme. Nous avons élaboré durant les premières semaines un concept de protection strict. Nous devons protéger nos client·e·s, nos employé·e·s, mais aussi nos voisin·e·s. Essayez de vous imaginer notre «refuge»: il s'agit de deux appartements situés dans un immeuble du centre-ville. Tous ceux qui

entrent et en sortent utilisent le même ascenseur, le même escalier. Nous avons constaté certaines tensions dans l'immeuble. Nos voisin·e·s craignaient que nos client·e·s ne respectent pas les mesures d'hygiène.

**Comment avez-vous procédé?**

**Edlira:** Nos chambres, de petites tailles, n'étaient pas compatibles avec le concept de protection et les règles de distanciation. Nous avons dû accueillir une partie des résident·e·s dans d'autres endroits, nous avons pu placer deux clientes avec leurs enfants chez quelqu'un de leur parenté.

Nous avons en outre été confrontés à de nouveaux cas de violences domestiques graves peu après le début du confinement. Deux femmes et leurs enfants ont été menacés dans leur intégrité physique et dans leur vie. Nous n'avions pas de places disponibles, aussi en raison des règles de distanciation. Mais ces survivant·e·s aux violences domestiques avaient besoin d'aide, et vite! Face à cette situation extrême, nous avons loué deux appartements addi-

tionnels sans disposer des moyens financiers nécessaires. Nos employé·e·s ont proposé de renoncer à une partie de leur salaire pour que nous puissions supporter les frais de location supplémentaires.

**Comment avez-vous fait pour maintenir l'offre de services malgré ces circonstances?**

**Edlira:** Assurer l'alimentation a constitué un gros défi. Les coûts sont bien moindres si les femmes vivent dans notre refuge que si elles sont logées à l'extérieur. En outre, les parents des clientes que nous





Employée du refuge qui distribue les colis alimentaires

avons hébergées à l'extérieur vivent dans des conditions précaires. Nous avons demandé aux entreprises de la ville une aide d'urgence, et heureusement nous l'avons reçue sous forme de colis alimentaires.

### Comment les enfants de vos clientes s'en sortent-ils?

**Edlira:** C'était une situation tragique, l'enseignement à domicile ne fonctionne qu'avec des smartphones, des tablettes ou des ordinateurs – des produits de luxe pour nos clientes. Leurs enfants n'avaient pas accès à l'enseignement numérique. Nous avons réussi à acheter des smartphones d'occasion et nous avons payé les forfaits Internet nécessaires. Il est cependant difficile pour ces enfants de participer à l'enseignement à distance, ils ont des nécessités spéciales en raison de leur passé

traumatisant. Avec le recul, je constate que la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation sont devenus nos tâches principales.

### Le confinement a-t-il entraîné une augmentation de la demande au refuge?

**Edlira:** Le confinement a largement contribué à l'augmentation des violences domestiques. Mais les femmes ne nous ont pas demandé de conseils ou un abri, parce que leurs maris étaient constamment à leurs côtés. Elles nous ont plutôt demandé de la nourriture pour satisfaire leurs conjoints. Nous avons constaté que la principale nécessité des femmes était de garder la situation à la maison sous contrôle. Et le moyen pour elles de prévenir la violence était d'obtenir le plus rapidement possible ce qui manquait le plus, c'est-à-dire de la nourriture.

### Y a-t-il eu des moments où tout est devenu trop pesant pour votre équipe?

**Edlira:** Oui, mais heureusement, chaque fois que nous passons par ces moments, ils ne durent pas trop longtemps. C'est de l'équipe que provient l'énergie qui permet de nous régénérer et de poursuivre notre travail. Nous sommes conscients de notre rôle, nous savons à quoi nous nous attelons. La tâche n'est pas facile, nous sommes conscients que notre société n'est pas encore prête à protéger les plus vulnérables. Nous acceptons cela comme une mission, aujourd'hui plus que jamais.

---

L'interview a été réalisé par Rebecca Widmer de IAMANEH Suisse en septembre 2020.

### Shelter for Abused Women and Girls

**Fondation:** 1998, en tant que premier refuge pour femmes du pays

**Démarche:** Le refuge, géré de façon privée, offre une protection, un abri et des soins médicaux et psychosociaux aux survivantes de violences domestiques. L'organisation soutient également les femmes dans leur quête d'indépendance économique. La maison pour femmes accorde aussi une attention particulière à la prise en charge des enfants, qui sont souvent les victimes oubliées de la violence domestique.

# LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES FACE À LA PANDÉMIE

**Lorsque l'on pense aux effets du Covid-19, en Suisse ou dans le monde, les millions de personnes infectées et les milliers de morts sont souvent la première chose qui vient à l'esprit. Nous pensons peut-être aux mesures de confinement et aux défis auxquels sont confrontés notre restaurant préféré ou les petites entreprises du voisinage.**

Par contre, nous ne pensons pas forcément à l'énorme impact qu'un tel virus respiratoire peut avoir sur la vie des femmes et des filles non infectées. Sans parler des effets directs très sérieux que le virus a sur les femmes et les adolescentes – dans les pays à faible et moyen revenu en particulier –, en termes de sécurité, de droits et de santé sexuelle et reproductive.

## **Les effets du Covid-19 sur la santé des femmes**

Une publication récente de l'UNFPA explique les multiples conséquences du Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, en particulier dans les pays dont le système de santé était déjà

confronté à de gros défis avant la pandémie. Là, l'augmentation du Covid-19 entraîne une surcharge de travail pour le personnel médical ou l'empêche de s'occuper des patient-e-s en raison du manque d'équipements de protection. De nombreux centres médicaux sont paralysés ou n'offrent que des services réduits en raison de la pandémie. En conséquence, des milliers de femmes et d'adolescentes n'ont plus accès aux moyens de contraception, aux traitements du VIH ou aux soins durant la grossesse, l'accouchement et le post-partum. Même lorsque les établissements de santé sont ouverts et que le personnel médical dispose des équipements de protection nécessaires, les femmes et les jeunes filles n'ont souvent pas accès aux services pour d'autres raisons: certaines restent par exemple chez elles par peur de contracter le virus, alors que d'autres craignent les barages routiers. Elles risquent en effet d'être harcelées par la police qui fait respecter les mesures de confinement. D'autres femmes et jeunes filles négligent aussi leur santé en raison de difficultés financières. La pandémie, et en particulier les effets du confi-



nement, a gravement affecté ou anéanti les moyens de subsistance de nombreuses personnes et micro-entreprises. La vente de marchandise dans la rue est par exemple très souvent interdite en raison de la situation. D'importantes sources de revenus ont ainsi disparu du jour au lendemain pour de nombreuses femmes et jeunes filles.

Ces effets indirects du Covid-19 ont de graves conséquences, l'UNFPA estime ainsi que 47 millions de femmes n'ont pas accès à un moyen de contraception moderne. Si le confinement devait durer six mois, cela entraînerait sept millions de grossesses non désirées et des perturbations importantes au sein des services

de santé. L'Institut Guttmacher estime qu'une baisse de seulement dix pour cent des soins de grossesses et aux nourrissons entraînerait de graves complications obstétriques pour 1,7 million de femmes et de jeunes filles. Les conséquences sont fatales, on estime dans ce cas à 28'000 le nombre de décès supplémentaires chez les mères et 168'000 chez les nouveau-nés.

### **Les jeunes femmes et jeunes filles plus fortement touchées**

Avant la pandémie déjà, les jeunes femmes et les adolescentes de nombreux pays étaient confrontées à des obstacles majeurs dans l'accès aux informations et aux services liés à leur sexualité. Si dans certains pays l'information aux jeunes sur la contraception, la sexualité et le planning familial dans les centres de santé va de soi, ces sujets sont souvent totalement tabous dans de nombreux autres pays. Et cela même si la plupart des jeunes du monde entier sont avides de ces informations. Des actions ciblées sont menées dans ce contexte, les organisations de la société civile utilisent les écoles et les activités communautaires comme points de départ stratégiques pour atteindre les groupes cibles. Mais la pandémie a aussi eu un impact négatif sur ces services. Au Zimbabwe par exemple, la plupart de ces activités ont complètement cessé ou ne fonctionnent que de manière limitée



en raison des mesures de protection liées au Covid-19 et de la fermeture des écoles. Pour de nombreuses filles, l'école est un lieu sûr où elles peuvent étudier et s'épanouir, loin des membres de leur famille qui les maltraitent souvent. La fermeture des écoles est synonyme de disparition de ce cadre protégé.

L'UNFPA estime qu'un confinement de six mois pourrait entraîner 31 millions de cas supplémentaires de violences sexistes contre les femmes et les filles de tous âges. Cette tendance a malheureusement été observée au Zimbabwe, où le nombre de cas de ce type a triplé dans les trois mois qui ont suivi le confinement.

La pauvreté est l'une des principales causes des mariages d'enfants et l'UNFPA présume que leur nombre augmentera massivement. Les difficultés financières croissantes des parents poussent ceux-ci à marier leurs filles plus rapidement. L'UNFPA estime qu'en raison de l'impact économique à long terme résultant de la pandémie, 13 millions d'enfants supplémentaires seront mariés d'ici 2030.

## L'importance de la coopération et de l'innovation

Les conséquences du Covid-19 vont donc bien au-delà des effets directs du virus sur la santé et ont une issue grave et souvent fatale pour les femmes et les adolescentes.

Le virus nous accompagnera encore durant plusieurs mois, voire plusieurs années. Il est donc primordial que les ONG, les agences des Nations unies et les donateurs travaillent ensemble pour améliorer la santé sexuelle et reproductive et l'accès à la contraception des femmes et des adolescentes. Les femmes et les filles, qui sont les plus exposées à la violence basée sur le genre, ont besoin de ce soutien. Il est également essentiel de soutenir les prestataires de services à tous les niveaux, y compris les sages-femmes, le personnel soignant et les médecins. Ces personnes risquent leur vie pour sauver celle des autres, en particulier celle des femmes et des filles.

Celles-ci doivent pouvoir bénéficier en ce moment également d'un soutien psychosocial et d'une éducation sexuelle complète. Elles peuvent ainsi défendre leurs droits et se protéger contre la violence, les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. Les hommes et les garçons doivent être considérés dans ce contexte comme des alliés importants, pour

la promotion commune de l'égalité entre les sexes. Il faut s'unir contre les stéréotypes sexistes et les pratiques néfastes à la vie et promouvoir une vie saine et sans violence pour les filles, les garçons, les femmes et les hommes, aussi bien maintenant qu'après la pandémie.



### À propos de l'auteur

Isabelle Jost est analyste de programme sur le genre et la jeunesse pour l'UNFPA au Zimbabwe. Son travail se focalise sur

les projets favorisant l'accès des jeunes à la santé sexuelle et reproductive et qui leur permettent de faire des choix conscients concernant leur corps, leur sexualité et leur vie, et de lutter contre la violence liée au genre.

L'UNFPA est l'agence des Nations Unies en charge des questions de santé sexuelle et reproductive. Elle a pour mission de promouvoir un monde dans lequel chaque grossesse est désirée et chaque accouchement est sans danger. Un monde dans lequel chaque jeune met pleinement à profit son potentiel.

# NOUVELLES DU COMITÉ DIRECTEUR ET DU SIÈGE ADMINISTRATIF



L'économiste **Sandra Hürlimann** a été élue comme nouvelle membre du comité directeur lors de l'assemblée générale du 7 mai 2020, et s'est vue confier le départe-

ment des finances en tant que trésorière. Fille de notre ancienne membre du comité directeur Sally Bodoky-Koehlin et petite-fille de notre parrain de longue date Hartmann P. Koehlin, elle jouit d'une relation très étroite avec IAMANEH Suisse.



**Rebeca Revenga Becedas** travaille pour IAMANEH Suisse depuis janvier 2020 en tant que responsable de programme pour la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie. Assistante

sociale de formation et experte en développement dans le domaine de la santé publique, elle s'engage pour les droits des femmes depuis plus de dix ans et a travaillé durant plusieurs années en Amérique du Sud, en Afrique et en Irlande.



**Maya Natarajan**, nouvelle membre du comité directeur, est de retour chez IAMANEH Suisse depuis la dernière assemblée générale. Ethnologue de formation, elle dis-

pose de 20 ans d'expérience au sein de notre organisation. Elle a tout d'abord œuvré comme responsable de projet pour l'Afrique de l'Ouest, puis comme directrice de IAMANEH Suisse entre 2005 et 2017.



**Rebecca Widmer Kerkhoff** s'occupe des donatrices et donateurs privés de IAMANEH Suisse depuis janvier 2020 et œuvre également dans la communi-

cation. L'anthropologue culturelle travaille depuis plus de dix ans dans la gestion de projets, la collecte de fonds et la communication.



Suite à l'ouverture du bureau de IAMANEH à Genève et depuis l'assemblée générale, la Suisse romande est représentée au sein du comité directeur en la personne de **Gill**

**Sivyer**. La spécialiste en stratégie, gouvernance et implantation dans le domaine de la coopération au développement dispose de 30 ans d'expérience au sein de commissions et d'organisations aussi bien nationales qu'internationales.



**Franziska Geiser-Bedon** a connu une carrière très variée jusqu'à ce jour. Elle dispose d'une vaste expérience dans les finances, la gestion et les processus grâce à

son parcours professionnel dans le domaine de la comptabilité d'entreprise. Elle est responsable depuis mai 2020 des finances et du personnel chez IAMANEH Suisse.

## Départs

La présidente du comité directeur Dagmar Domenig, la vice-présidente Claudia Kessler et les membres Philippe Waegeli, Beatrix Sonderegger et Osman Besic ont démissionné de leur mandat en 2020. Au printemps, nous avons fait nos adieux à la directrice Magdalena Urrejola Balçak et à la responsable Finances & Administration Lorin Moes. Nous tenons à remercier les membres sortants du comité directeur et nos anciens collègues de travail pour leurs précieux services et leur souhaitons plein succès pour l'avenir. Nous avons dû faire face à une perte extrêmement douloureuse avec le décès soudain de notre nouvelle vice-présidente, Noemi Steuer.



### Noemi Steuer 1957–2020, PhD

Nous pleurons Noemi Steuer, membre du comité directeur depuis 2006. Elle avait encore confirmé son engagement en mai de cette année en acceptant le poste de vice-présidente, une «re-responsabilisation» selon ses propres termes. Nous nous réjouissons de cette coopération encore plus étroite au profit de IAMANEH Suisse. Noemi avait mené en 2004 de nombreux entretiens de recherche pour le compte de IAMANEH Suisse sur le VIH-Sida au Mali. Lors d'une interview, elle a été interrogée sur la façon dont les gens appréhendent la mort au Mali et a répondu de la manière suivante:

**Noemi: «De façon très différente de la nôtre. Il est par exemple très impoli de montrer sa consternation ou son désarroi face à la mort d'une personne. (...) Ce qui m'a aussi touchée, c'est que nous avons ici toujours besoin d'une raison, d'une explication sur la mort d'une personne, c'est ainsi que nous lui donnons un sens. Cet aspect est différent au Mali, la mort marque tout simplement la fin de la vie. Elle n'a pas besoin d'explications, elle est acceptée.»**

...pour nous il est encore difficile de l'accepter. A Dieu, Noemi.

**Sibylle Ganz-Koechlin**, présidente du comité directeur de IAMANEH Suisse

## IMPRESSUM

### Édition

IAMANEH Suisse, Bâle et Genève

### Rédaction

Manuela Di Marco,  
Rebecca Widmer Kerkhoff

### Comité de rédaction

Beate Kiefer, Alexandra Nicola

### Collaboration

Anne Barrat, Maja Hürlimann,  
Beate Kiefer, Rebecca Widmer Kerkhoff

### Traduction FR

Jacques Muheim  
jacques@interidioms.com

### Mise en page

Newsign Grafik GmbH, Reinach BL

### Photos

Portrait Daniel Koch: Iris C. Ritter/FuW  
Portrait Marcel Tanner: Archive privée de M. Tanner | Portrait Edlira Haxhiymeri et photo p.10: SAWG Tirana | photo en couverture et photos p.6 & p.11: Asso-boul Senegal | photo en dernière page: Shutterstock | photo p.8: AcDev, Sénégal photo p.12: AFAD, Togo | Toutes les autres photos: droits d'images IAMANEH Suisse

### Impression

Stuedler Press AG, Bâle

### Tirage

Allemand: 2600 ex.,  
français: 200 ex.

Bâle, novembre 2020



**IAMANEH Schweiz | Suisse**  
Gesundheit für Frauen und Kinder  
Santé pour femmes et enfants

**PRÄSENTIERT**

  
**frauenstark!**  
FILMFESTIVAL

**16** GEGEN  
TAGE GEWALT  
AN FRAUEN  
25.11. – 10.12.

**kult.kino**  
■■■■■■■■■■

**SPONSOREN**

 **CONFÉDÉRATION  
SUISSE**

 **BASEL  
LANDSCHAFT**

**SWISSLOS**

 **SWISSFILM-Fonds  
Basel-Stadt**

# FRAUENSTARKFILMFESTIVAL

**25.11. – 30.11.2020 | KULT.KINO ATELIER | [WWW.IAMANEH.CH/FRAUENSTARK](http://WWW.IAMANEH.CH/FRAUENSTARK)**

**IAMANEH Schweiz | Suisse**  
info@iamaneh.ch  
www.iamaneh.ch

Aeschengraben 16  
CH-4051 Basel  
T +41 61 205 60 80

Rue du Cornavin 11  
CH-1201 Genève  
T +41 76 491 60 81

IBAN: CH95 0900 0000 4063 7178 8

